

EPCC – Scène nationale du Grand Narbonne
CONSEIL D'ADMINISTRATION 2 DU 28/06/24

DELIBERATION N° 2024-21

OBJET : VALIDATION DE LA CONVENTION D'ASSISTANCE ENTRE L'ASSOCIATION ET L'EPCC

L'an deux mille vingt-quatre, le 28 juin, à 15h30, les membres du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle – Scène nationale du Grand Narbonne, se sont réunis à Narbonne, sous la présidence de Mme Emma BELLOTTI, sur une convocation en date du 14 juin 2024.

Etaient présents ou représentés avec voix délibérative :

Pour l'Agglomération du Grand Narbonne

- M. Bertrand MALQUIER, représenté par Mme Emma BELLOTTI ayant pouvoir
- Mme Emma BELLOTTI,
- Mme Christine DAUZATS,
- Mme Catherine GOUIRY,
- Mme Monique CHING,
- M. Bernard DEVIC,
- Mme Christine CHARPENTIER, représentée par Mme DAUZATS ayant pouvoir
- M. Alain FABRE,

Pour l'Etat

- M. Christopher MILES, représenté par M. Michel ROUSSEL, ayant pouvoir
- M. Michel ROUSSEL,
- M. Christian POUGET, représenté par M. Rémi RECIO, ayant pouvoir

Pour la Commune de Narbonne

- M. Yves PENET,
- M. Claude LEBESSOU,
- Mme Evelyne RAPINAT,

Pour le département de l'Aude

- M. Patrick FRANÇOIS,
- Mme Maria CONQUET, représentée par M. Jean-Luc DURAND suppléant ayant pouvoir

Pour les personnalités qualifiées

- Laure SERRANO,
- Michel SANTO,
- Vincent DOURLET,

Membres excusés :

- Mme Marie REVERDY,

Etaient invités (sans voix délibératives) :

- M. Fabien BERGES, M. Grégoire BRIANCON, M. Ghislain DUVERDIER, Mme Catherine SANZ, Mme Isabelle VANDERHOOF, M. Eric MISSE, Mme Nathalie PIAT

Nombre de membres en exercice : 20

Nombre de membres présents ou représentés : 19

Exposé des motifs

Conformément aux lois N°2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à son fonctionnement, Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 25 avril 2024, du Préfet de Région, portant création de l'établissement public de coopération culturelle « SCENE NATIONALE DU GRAND NARBONNE » ;

Vu les statuts de l'EPCC dans ses articles 10 et 11 relatifs aux attributions du Conseil d'administration, du Président du conseil d'administration.

Vu les statuts de l'EPCC dans son article 26 relatifs aux Dispositions transitoires relatives à la mise en activité de l'Établissement.

Compte tenu du transfert d'activité et de personnel au 01 Juillet 2024 et le délai de mise en route opérationnel de l'EPCC, il est proposé une convention d'assistance entre l'association et l'EPCC.

A cet effet, la convention d'assistance est jointe en annexe du présent dossier

Vote

Il est proposé au Conseil d'Administration :

- D'accepter la convention d'assistance, ci-jointe en annexe.
- De permettre au directeur de finaliser cet acte et de le signer.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration

DECIDENT

Article 1 :

D'accepter la convention d'assistance de l'association à l'EPCC, ci-jointe en annexe.

Article 2 :

De permettre au directeur de finaliser et de signer la convention d'assistance de l'association à l'EPCC, ci-jointe en annexe.

Fait et délibéré à Narbonne le, 28/06/2024

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

La Présidente de l'EPCC « Scène nationale du Grand Narbonne »
Mme Emma BELLOTTI



Vu et approuvé
le 04/07/2024
E. Belléti

CONVENTION DE TRANSFERT DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS

ENTRE :

L'établissement public de coopération culturelle Scène nationale du Grand Narbonne, ayant un caractère d'établissement public industriel et commercial, créé par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2024, dont le siège est situé 2 av Maître Hubert Mouly, immatriculé au RCS de Narbonne sous le numéro de SIRET : 929 371 938 00010

Représentée par son **Directeur, Monsieur Fabien Bergès**, dûment habilitée à cet effet.

Ci-après dénommée « l'EPCC »

D'une part,

ET :

L'association Théâtre + Cinéma – Scène nationale Grand Narbonne, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 av Maître Hubert Mouly, 11100 Narbonne déclarée à la sous-préfecture de Narbonne sous le numéro W113001075, représentée par son **Président, Monsieur Pierre Clouet**, dûment habilité à cet effet par l'Assemblée générale extraordinaire en date du 28 juin 2024

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part,

Ensemble ci-après dénommées « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'Association est engagée, depuis janvier 2024, dans une procédure de transfert de ses activités vers un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC)

Il est créé depuis le 26 avril 2024 par la Commune de Narbonne, l'Agglomération du Grand Narbonne, le Département de l'Aude et l'Etat (Ministère de la Culture / DRAC Occitanie) un établissement public de coopération culturelle, dont le transfert d'activité statutaire sera effectif à compter du 1^{er} juillet 2024.

L'Association a décidé de procéder au transfert de ses activités et des actifs attachés à l'EPCC au 1^{er} Juillet 2024 lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2024.

Cette proposition a été acceptée par l'EPCC.

Ce transfert d'activités est réalisé dans des conditions permettant la continuité du service et selon les modalités précisées ci-après.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: OBJET

L'EPCC propose à l'Association, qui l'accepte, d'assurer de façon transitoire, au titre de l'activité de 2024 en cours de réalisation, une part de la gestion financière dans ses aspects courants de la salle de spectacle et du cinéma et de l'ensemble de ses installations, afin de permettre la mise en œuvre des actions, telles que ces missions, qui relèveront de l'EPCC à partir du 01/07/2024, étaient jusqu'alors exercées par l'Association.

ARTICLE 2: DUREE

La présente convention prend effet à la date de mise en activité de l'EPCC, soit le 1er juillet 2024, pour une durée maximale d'un mois.

ARTICLE 3 : MODALITES D'ORGANISATION DE CETTE GESTION TRANSITOIRE

L'Association exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de l'EPCC. Elle s'engage à respecter la réglementation applicable en tous domaines s'y rapportant et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans les conditions et limites décrites aux articles de la présente convention.

L'association respectera les articles relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique du décret N°2012-1246 du 07/11/2012, et notamment l'instruction M4, le décret des pièces justificatives n°2016-33 du 20/01/2016.

L'association assure, pendant la durée de mise en place opérationnelle des régies d'avance et de recettes (ouverture des comptes, mise en place des terminaux de CB...) :

- la perception des recettes issues de l'exploitation de la Scène nationale et de ses installations;
- le règlement des charges incombant à l'EPCC, et n'ayant pas encore pu être transféré à ce dernier, compte tenu des délais courts du transfert. Il s'agit particulièrement des charges relatives au cadre social et aux charges attachées aux contrats d'exploitation permettant la mise en place de l'activité.

L'association s'engage à porter à la connaissance de l'EPCC toute situation nécessitant la prise d'une décision par son conseil d'administration, au titre de chacune des attributions de ce conseil telles que définies dans ces statuts et, plus largement, de l'ensemble du périmètre d'intervention de l'établissement

ARTICLE 4 : MODALITES DE GESTION DES SERVICES

Toutes les semaines, l'association versera au compte de l'EPCC, au sein du trésor public, les sommes encaissées pour ce dernier, sur la base d'un décompte direct du logiciel de

billetterie dûment contrôlé et accepté par la direction de l'EPCC. Ce dernier émettra un titre du montant de ces encaissements afin de régulariser sa propre comptabilité.

A l'issue de la présente prestation de services, un décompte précis des sommes versées par l'association pour le compte de l'EPCC est établi.

L'EPCC émettra alors un mandat pour rembourser l'Association de ces dépenses faites pour son compte.

ARTICLE 5 : MODALITES FINANCIERES, COMPTABLES ET BUDGETAIRES

La réalisation par l'Association des missions qui font l'objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Outre les charges réglées relevant de l'article 3 de la présente convention, Les frais qui auront été engagés par l'Association pour le compte de l'EPCC et la réalisation de la présente convention, donneront lieu à remboursement par l'EPCC.

Les frais éligibles au remboursement devront avoir fait l'objet d'une validation de la trésorerie avant paiement.

Toutes les dépenses et les recettes liées à l'exécution des missions prévues à la présente convention seront retracées par une comptabilisation spécifique établie par l'Association, laquelle sera visée par le liquidateur de l'Association et le directeur de l'EPCC après avis de leurs comptes respectifs, pour servir de base au remboursement par l'EPCC ou l'Association des recettes et coûts ainsi exposés par l'Association. Cette comptabilité sera accompagnée des pièces justificatives. Les parties se donnent un délai d'un mois après l'exécution de la présente convention pour arrêter le solde et clore les éléments de cette convention.

L'Association produira, à l'appui de ces pièces comptables, un bilan détaillé de l'ensemble des actions qu'elle aura accomplies au titre de l'application de la présente convention, qui sera également présenté pour approbation au conseil d'administration de l'EPCC.

ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'Association est responsable de l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre de la présente convention ainsi que des éventuels dommages résultants des obligations qui en relèvent.

À ce titre, elle couvrira sa responsabilité en contractant les polices d'assurance nécessaires au titre de sa responsabilité civile. Le coût complet de cette assurance sur la période d'application de la présente convention lui sera remboursé par l'EPCC.

Elle maintiendra la garantie contre tous dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles, propriété de l'EPCC, définis à l'article 5.

ARTICLE 7 : LITIGES

Le présent contrat est soumis au droit français. Tout différend né entre les parties de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent contrat sera soumis, par la partie la plus diligente, à défaut de résolution amiable, aux Tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Narbonne

ARTICLE 8 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour chacune en son siège social.

Fait à Narbonne, le 1^{er} juillet 2024

En trois exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement.



Pour l'Association
Aurélien Guinard, liquidateur



Pour l'EPCC
Fabien Bergès, directeur